



GÉRER MES BIENS IMMOBILIERS

30 JOURS DE PLUS ET PUIS QUOI ?

Face au **cauchemar de la campagne Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI)**, la Direction générale des Finances Publiques confirme à la presse le **report de la date limite de la déclaration au 31 juillet 2023** au lieu du 30 juin. Tout un symbole, cette annonce intervient en **clôture de la semaine de la qualité de vie au travail** et à l'occasion de la **journée internationale des services publics**.

F.O.-DGFIP a **depuis longtemps tiré la sonnette d'alarme** et dénoncé tant les conséquences de la suppression de la taxe d'habitation sous couvert de pouvoir d'achat, les dysfonctionnements informatiques d'une application déployée avant que d'être aboutie, les informations immobilières erronées que les relances à l'aveugle. **Depuis des semaines, les signalements remontent de tous les départements.**

Le choix du **couplage avec la campagne déclarative de l'impôt sur le revenu** et les **communications égrenant un compte à rebours ou agitant la menace d'une amende** ont semé la **panique chez les propriétaires** et alimenté des **files d'attente d'une ampleur inhabituelle** qui plus est **accueillies dans des conditions parfois indécentes**. L'usager n'est pas au cœur du fonctionnement du service, il est dehors pendant des heures.

Le déploiement de GMBI a réussi le tour de force de **transférer le travail aux usagers tout accroissant démesurément la charge de travail des agents.**

Le **nombre de contacts physiques et téléphoniques a littéralement explosé** et les Services des Impôts des Particuliers (SIP), les centres de contacts et les Services Des Impôts Fonciers (SDIF), déjà affaiblis en effectifs, **ne peuvent plus suivre** malgré l'engagement total des personnels qui s'épuisent depuis des semaines.

Cette **annonce de report sous la contrainte est bien tardive** et dissimule mal le fait qu'on a, **une fois de plus, sciemment envoyé les agents au casse-pipe**. La perspective de n'avoir à l'avenir que des « deltas à mettre à jour » n'est d'aucun secours. **Maintenant ça suffit !**

Le report peut certes donner une bouffée d'oxygène à des services asphyxiés et atténuer l'inquiétude des propriétaires mais après ? comment traiter désormais la **masse des demandes enregistrées** ? Comment **rectifier les informations erronées** pouvant déboucher sur des majorations d'imposition pour les contribuables concernés ? Alors qu'**à peine plus de la moitié des 34 millions de propriétaires ont procédé aux déclarations ou rectifications attendues** comment absorber les millions restant en 30 jours seulement ? Comment traitera-t-on les nombreuses **réclamations contentieuses** que ne manqueront pas de susciter ces semaines chaotiques ? personne ne le sait et **la campagne d'impôts fonciers s'annonce compliquée.**

Quel sorte de service public est-ce là ? En tout cas pas celui que nous défendons et sûrement pas celui que sont en droits d'attendre **les usagers qui n'en ont clairement pas pour leurs impôts.**

Pour **F.O.-DGFIP**, Il est largement temps de **redonner aux services de la DGFIP les moyens humains, budgétaires et informatiques nécessaires à l'exercice quotidien des missions** et de sortir de l'illusion couteuse que la dématérialisation pourvoit à tout.

Non monsieur le Ministre en supprimant 3 000 emplois les services de la DGFIP ne fonctionnent pas mieux. La preuve !

Avec **plus de 30 000 emplois supprimés depuis 2009, les agents des finances publiques en ont marre d'être exemplaires** parce qu'un exemple que plus personne ne suit n'est plus un exemple mais une exception !

L'obsession de la réduction de la dépense publique est une drogue dure et ce sont toujours les agents et les usagers qu'ils servent qui finissent par payer l'addiction !